

SIMCORP INSIGHTS

INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE (ISR) ET CRITÈRES ESG: PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

SimCorp - ESSEC « Observatoire de
l'Investment Management » - 2019

SIMCORP – ESSEC « OBSERVATOIRE DE L’INVESTMENT MANAGEMENT » - 2019

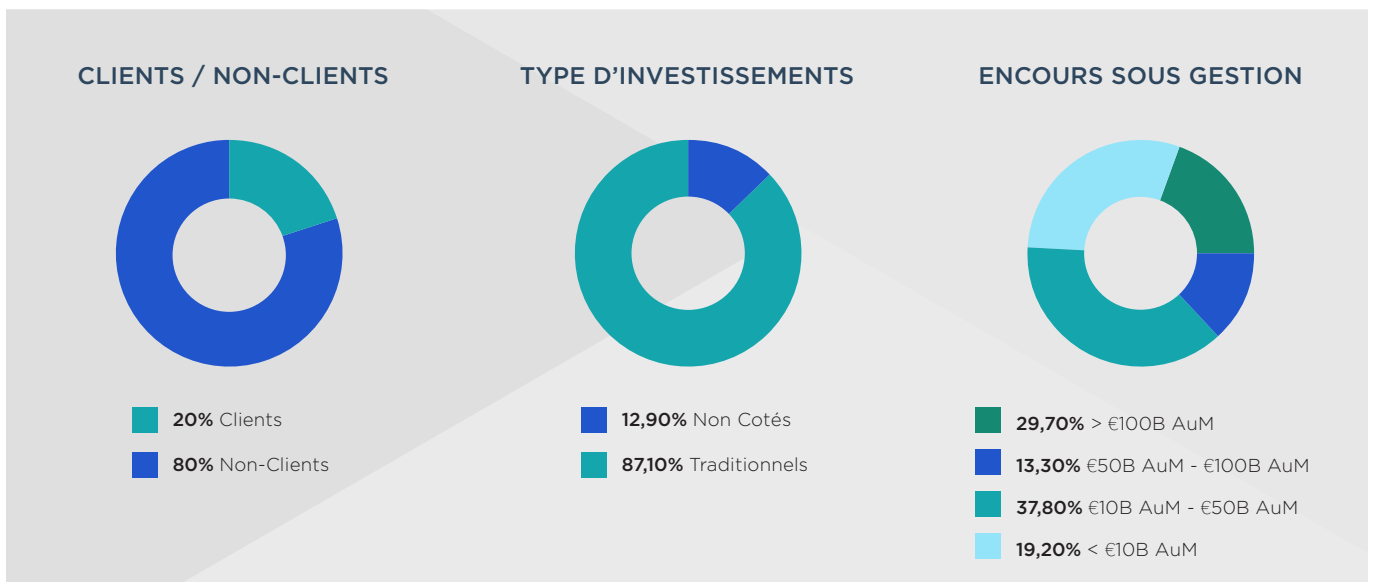
PRESENTATION DE L’ETUDE :

L’Observatoire SimCorp - ESSEC a pour objectif d’identifier les nouvelles tendances de l’Investment Management, en interrogeant les différents protagonistes (notamment sociétés de gestion et investisseurs institutionnels) sur plusieurs thématiques relatives à leurs principaux enjeux et les impacts sur leurs modèles opérationnels.

PROFILS DES PARTICIPANTS

Pour cette étude portant sur l’ISR et les critères ESG, près de 80 organisations ont été interrogées.

Ci-dessous, leur distribution selon la relation avec SimCorp, les types d’actifs et les encours sous gestion.



LE CONTEXTE - UN CADRE LÉGISLATIF MIS EN PLACE PROGRESSIVEMENT POUR FAVORISER LES INVESTISSEMENTS SOCIALEMENT RESPONSABLES

La mise en place de stratégies basées sur des investissements socialement responsables (ISR) reposant sur des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) est aujourd’hui devenue incontournable.

Les premiers fonds ISR ont été développés dans les années 60 puis dans les années 2000 apparaissent les premiers fonds intégrant des critères ESG. Un fonds ISR s’appuie sur des investissements réalisables et durables privilégiant les entreprises performantes sur le plan financier tout en prêtant une forte attention à la mesure de critères dits ESG.

Ceux-ci mesurent les impacts environnementaux tels que les émissions de CO2 ou la consommation d'énergie et les impacts sociaux comme le respect des salariés, du droit du travail, et d'une bonne gouvernance (indépendance du conseil d'administration ou vérification des comptes par un comité externe par exemple).

À la suite des travaux des Nations Unies, 1380 organisations financières ont signé les PRI (Principles for Responsible Investment) (objectifs de développement durable) en 2006. Aujourd'hui, on compte près de 2100 signataires. Ces 6 principes préconisent l'intégration des critères ESG dans l'analyse et le processus de sélection des investissements, ainsi que la coopération entre les fonds signataires et les sociétés de gestion de portefeuille afin de promouvoir leur mise en œuvre.

En outre, en 2015, plus de 150 dirigeants internationaux ont approuvé le "Programme de développement durable" des Nations Unies pour 2030 : cet accord présente 17 objectifs à atteindre d'ici 2030 pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités, faire face au changement climatique et construire des sociétés pacifiques. Les coûts estimés pour financer ces objectifs sont compris entre 5 et 7 000 milliards d'euros.

Par ailleurs, la Commission Européenne travaille actuellement sur un projet de « Taxonomie verte », un cadre européen commun de classification, permettant d'identifier les différentes activités à visée durable. Un groupe d'experts (High Level Expert Group on Sustainable Finance - HLEG), nommés par la Commission, est en charge du développement de recommandations concernant les critères à suivre dans la sélection d'activités durables.

Une première ébauche de "Taxonomie de l'UE" a été publiée en 2019, permettant au marché d'identifier les opportunités d'investissement contribuant aux objectifs de la politique environnementale. Cette taxonomie poursuit des objectifs variés : étendre la finance verte pour encourager les investissements dans ce secteur, mais également inciter les organisations à progresser vers la transition énergétique et écologique.

En France, les PRI ont été également accompagnés par un contexte réglementaire national avec l'application de 2 lois : l'article 173 sur la Transition Énergétique

et la loi PACTE. Cette implication au niveau institutionnel démontre un intérêt croissant pour ces sujets, en positionnant la France comme pionnière sur les thèmes des investissements responsables.

La loi sur la Transition Énergétique (article 173) a été signée le 17 août 2015, et concerne plus de 840 investisseurs institutionnels (sociétés de gestion, banques et compagnies d'assurance), qui doivent publier avec transparence l'intégration des critères ESG dans leurs opérations d'investissements. Par exemple, ils doivent indiquer la contribution de leurs investissements dans la lutte contre le changement climatique et montrer le pourcentage vert de leurs portefeuilles.

En 2019, la réglementation a été enrichie par la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) qui doit permettre des avancées en termes de responsabilité sociale des entreprises et de finance durable.

Cette réglementation et l'intérêt grandissant des investisseurs ont favorisé un développement effectif des thèmes ISR/ESG en France, mais également en Italie et en Espagne. À travers nos entretiens, il apparaît que 98% des sociétés interrogées développent des projets autour des thématiques d'investissement responsable qui sont primordiales dans leur plan stratégique des 5 prochaines années. Les 2% restant sont composés d'entreprises avec moins de 10 milliards d'euros d'actifs sous gestion, et qui aujourd'hui n'intègrent pas de critères ESG pour des raisons de coûts.

LES DIFFÉRENTES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENTS ISR

Pour définir les investissements responsables, plusieurs méthodologies peuvent être appliquées. Les principales sont celles du « principe d'exclusion », « Best-in-class », « Politique de vote active », l'« impact investing » et les « investissements à thématiques durables ».

L'une des premières méthodologies adoptées est le « **principe d'exclusion** », qui caractérise les investissements éthiques depuis les années 60 et 70, qui gagne aujourd'hui en popularité. Elle implique l'exclusion de secteurs économiques ou d'entreprises incompatibles

avec les critères ESG ou les normes internationales. Selon Eurosif (European Sustainable Investment Forum), organisation européenne créée pour promouvoir l'ISR en Europe, les exclusions les plus courantes concernent des secteurs tels que les armes, le tabac, l'énergie nucléaire, la pornographie, les jeux de hasard, l'alcool et les tests sur animaux.

Une autre approche utilisée est celle du « **best-in-class** ». Elle est composée de deux étapes successives: une première, dans laquelle un score ESG est attribué à tous les investissements, et une seconde, consistant à sélectionner les entreprises ayant obtenu le score le plus élevé. Cette approche comprend également les méthodes du « **best in universe** » et du « **best effort** ».

Une troisième méthodologie est celle de la « **Politique de vote active** ». Elle consiste à utiliser le vote interne à l'assemblée des actionnaires pour influencer sur les décisions et les politiques de l'entreprise. Il s'agit d'un processus à long terme visant à inciter les entreprises à adopter certains comportements ou à augmenter leur niveau de transparence.

À cela s'ajoute « **l'impact investing** », qui vise à créer des impacts sociaux positifs tout en assurant aux investisseurs un rendement financier. Cette stratégie est divisée en "finance first" et "impact first", selon l'aspect à privilégier : dans le premier cas il s'agit de la performance financière et dans le second cas de l'impact social. Cette méthode peut être appliquée à plusieurs outils financiers, appartenant à différentes classes d'actifs.

Enfin, les « **investissements à thématiques durables** » prévoient la mise en œuvre d'investissements considérés comme ayant un impact positif sur le développement durable, notamment l'environnement, en fonction de la sélection d'entreprises dotées d'infrastructures et de technologies à faibles émissions de carbone, capables de générer un impact positif sur la planète. Cette méthode s'est fortement développée ces dernières années.

La majorité des personnes interrogées dans le cadre de l'étude ont confirmé l'intégration de critères ESG dans les stratégies d'investissement de leur organisation. 18% des organisations interrogées se sont fixées pour objectif la détention de portefeuilles 100% ESG dans un délai de 1 à 5 ans. Une telle stratégie est no-

tamment adoptée pour faire face à l'intérêt croissant des « **Millennials** » pour le sujet. Il s'agit en effet d'une population particulièrement sensible aux thèmes sociaux, environnementaux et de gouvernance.

LA LABELLISATION DES FONDS ISR

A la différence de la France où les fonds ISR sont certifiés avec des labels créés par des institutions telles que le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, à l'image du label « Greenfin » délivré par EY France, Novethic et Afnor ; il n'existe pas de label institutionnel en Espagne et en Italie. Au niveau européen, la Commission Européenne travaille actuellement à la mise en place de labels pour les produits financiers à visée durable, afin d'aider les investisseurs à identifier les outils qui respectent, par exemple, les critères environnementaux en matière de réduction des émissions de carbone.

LES PRINCIPAUX DEFIS :

Le volume et la qualité des données non standardisées

L'intégration de critères ESG pour les investissements responsables pose un double problème de volume et de qualité des données qui est considéré par 90% des répondants comme le principal défi pour l'analyse des impacts de l'ISR. En effet, il existe de multiples sources de données extra-financières, non standardisées. Les gestionnaires d'actifs doivent donc pouvoir intégrer, analyser et communiquer ces données dans leurs organisations. Ceci est particulièrement vrai pour le marché français, très sophistiqué par rapport à d'autres pays et



Nous prévoyons que les investissements intégrant des critères ESG continuent de croître de manière significative ces prochaines années. Les principaux défis pour les gestionnaires d'actifs seront de faire face à de gros volumes de données extra-financières supplémentaires et de les intégrer dans des modèles d'évaluation standard afin de prendre les décisions d'investissement les plus éclairées. L'ajustement des modèles d'évaluation et leur calibrage aux nouvelles données seront essentiels

SOFIA RAMOS

Professeur de finance à l'ESSEC, nous a confirmé ces tendances et nous a confié son point de vue personnel

qui bénéficie d'évolutions législatives importantes.

Le rating des investissements ISR

Un aspect fondamental des investissements sociaux-responsables est de savoir quels actifs inclure dans les portefeuilles de fonds ESG, compte tenu de la grande complexité des éléments à prendre en compte et de l'absence d'une méthodologie uniforme et partagée. D'autre part, s'il existe de nombreux outils consolidés pour la détermination d'une notation basée sur des données financières, ce n'est pas encore le cas pour des données extra-financières, les méthodologies restant à définir.

En aval, il existe un dilemme concernant la mesure des impacts des investissements sur l'environnement, la société et la gouvernance, qui ne sont pas non plus pris en compte par une méthodologie globale à ce jour.

Les agences de notation extra-financière

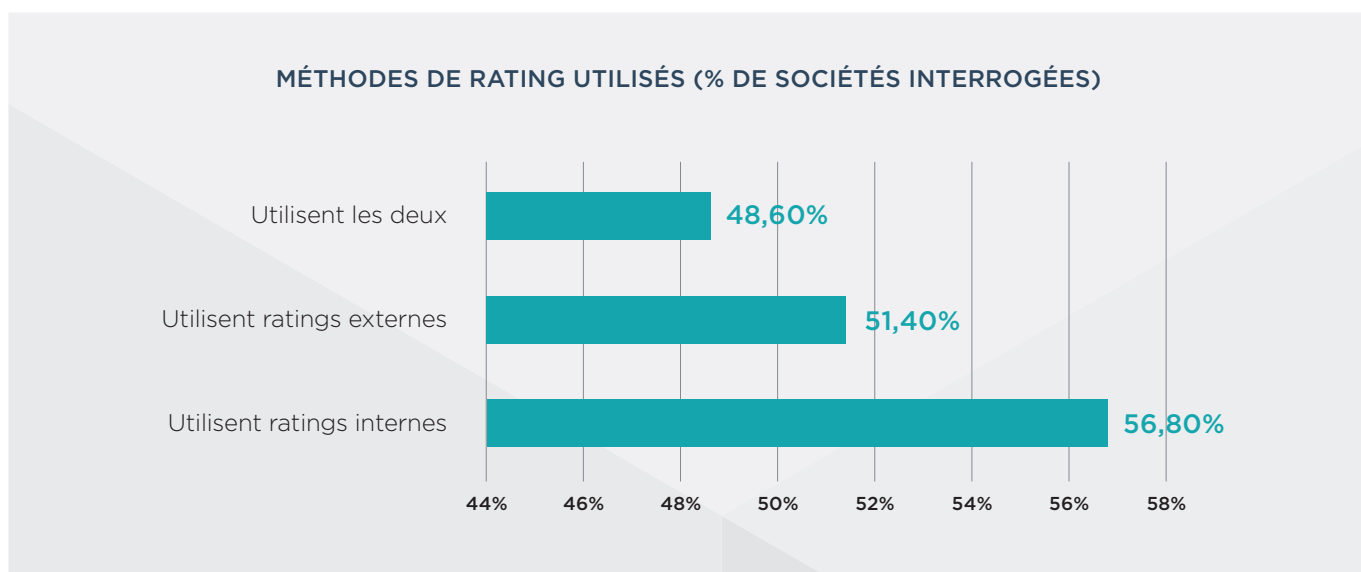
La plupart des sociétés ayant participé à l'étude ont déclaré être soutenues par des agences de notation externes, telles que MSCI ou Vigeo Eiris, tant pour les notations « traditionnelles » financières, ainsi que pour les notations extra-financières. Depuis 2015, avec la fusion de deux grands acteurs, Vigeo et Eiris, nous assistons à la généralisation des fusions et acquisitions

d'agences externes, tendance qui s'est fortement accentuée au cours des derniers mois: Morningstar a acquis 40% de Sustainalytics et ISS a racheté Ethix, South Pole et Oekom. En avril 2019, Moody's Investors Services a annoncé l'acquisition de Vigeo Eiris. Néanmoins, certains acteurs ont partagé leurs doutes quant à l'impartialité de ces agences, celles-ci étant rémunérées par les émetteurs. Les conclusions de l'Observatoire confirment cette dynamique : 51% des participants déclarent utiliser des notations externes pour les investissements liés aux critères ESG.

La mise en place de ratings internes

Toutes les sociétés gérant plus de 50 milliards d'euros d'actifs ont développé des outils de notation internes qui analysent et adaptent les données provenant d'agences externes, ce qui permet aux organisations de personnaliser leur propre notation en intégrant des paramètres extra-financiers.

La popularité de ces solutions internes ressort clairement des réponses recueillies à travers l'étude. Celles-ci mettent en évidence une complémentarité avec les notations externes. Au cours des entretiens, 56,8% des répondants ont indiqué appliquer des notations internes, tandis que 48,6% utilisaient à la fois un rating interne et externe, comme le montre le graphique ci-dessous.



Les fonds ISR et les labellisations

L'un des risques associés à la popularité croissante des critères ESG est le développement de méthodes de "greenwashing", terme qui englobe toutes les stratégies marketing promouvant la responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance sans résultat concret.

Afin de déterminer quels types d'investissements respectent les critères ESG, il est essentiel de mettre au point une méthode de labellisation efficace. Selon le HLEG (High Level Expert Group on Sustainable Finance) et la Commission Européenne, un système de certification commun, basé sur une classification ISR permettrait de déterminer des points de repère dans l'évaluation des investissements ESG. Les investisseurs seraient ainsi informés de la nature de ces outils financiers et, selon les différents labels associés, ils obtiendraient plus d'informations sur les résultats sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à l'investissement, en étant assurés de leur qualité.

En ce qui concerne plus particulièrement la problématique du changement climatique, afin de limiter les risques de greenwashing, la Commission Européenne étudie actuellement l'adoption d'un label certifiant les fonds respectant les critères d'émission de carbone, facilitant l'identification des produits financiers conformes pour les investisseurs. L'Union Européenne envisage d'élargir l'Ecolabel UE, un label écologique qui caractérise des produits et les services ayant un impact environnemental réduit, aux produits financiers. Une fois finalisé, ce projet permettrait l'application d'une certification transnationale, sans aucune différence entre les États membres de l'Union Européenne.

Mise en place de reporting ODD (Objectifs de Développement Durable) des Nations Unies

Après l'empreinte carbone des portefeuilles qui s'est développée depuis 2015 et qui a été adoptée par la totalité des sociétés françaises interrogées, on assiste à un nouveau phénomène : l'utilisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) comme cadre de reporting pour les investisseurs responsables.

L'objectif à court terme est pourtant de construire un système de classification commun aux pays de l'Union Européenne, afin d'identifier les secteurs pouvant être considérés comme "durables" et orienter les flux financiers vers les investissements jugés nécessaires

pour favoriser le développement. De nombreux débats portent sur ces sujets stratégiques, mais il faudra attendre la version finale de la « Taxonomie verte » pour finaliser ces objectifs.

L'IMPACT DE L'INNOVATION

L'introduction massive de l'Intelligence Artificielle (IA) dans les investissements responsables offre aux organisations de nouvelles opportunités pour améliorer leurs performances et mesurer plus facilement les impacts, par exemple sur l'environnement. En effet, le problème de la transparence des données est considéré par 90% des sociétés comme le principal défi lié à l'ISR. Aussi, la possibilité d'utiliser des systèmes d'IA pour avoir des ratings ESG en temps réels constitue une avancée significative. Toutefois, l'utilisation de l'IA présente quelques limites, comme un taux d'erreur encore relativement élevé, pouvant générer des problèmes d'analyse de données. Les sociétés de petite taille, quant à elles, peuvent être confrontées à un manque de données, qui engendre un manque de précision.



Nous estimons que les investissements intégrant des critères ESG constituent une méga-tendance qui continuera à prendre de l'importance dans l'industrie. De nombreux clients découvrent qu'une des exigences fondamentales des investissements ESG est une plate-forme opérationnelle intégrée offrant une vue cohérente des données pour toutes les fonctions de l'entreprise. Il est donc tout à fait naturel que SimCorp développe des solutions dans ce domaine. »

CARL CLAUSEN

directeur produit chez SimCorp, confirme l'importance de la mise en œuvre d'une plate-forme innovante pour faire face à ces enjeux

LES SPECIFICITES DES INVESTISSEMENTS NON-COTES

L'approche en termes d'ISR/ESG est très différente pour les investissements « non-cotés ». La différence principale est l'absence de ratings et l'application de

process de « due diligence » très détaillés, ayant pour objectif de vérifier la pérennité de l'entreprise notamment dans ses modes d'interaction avec son écosystème. Chaque projet nécessite un engagement sur le long terme, ce qui permet de traiter de nombreux sujets sur une période longue.

LES IMPACTS EN TERMES D'ORGANISATION

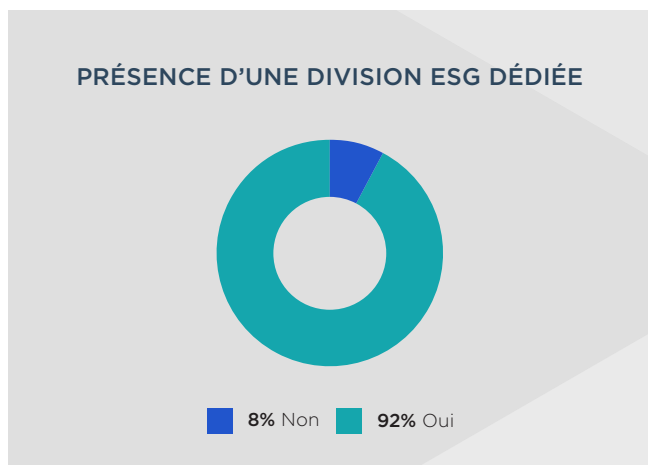
L'intérêt croissant pour les thématiques ISR/ESG a aussi des impacts en termes organisationnels et à plusieurs niveaux. Ainsi, de nouveaux profils spécialisés dans l'ESG, tels que « Analyste extra financier », « Gérant de portefeuille ESG », sont recherchés. De plus, la mise en place d'ateliers de formation, de programmes de recherche/chaires avec des universités, de nouveaux diplômes proposés (par des Ecoles de Commerce et Universités ou avec des entreprises actives dans le secteur de l'énergie) deviennent essentiels pour couvrir un large spectre d'industries.

Les résultats de l'étude confirment ces tendances, comme le montre le graphique ci-dessous. Parmi les personnes interrogées ayant répondu, 92% confirment la présence d'une division ou d'une équipe spécifique dédiée à la gestion ISR.

La formation des équipes commerciales est aussi

fondamentale : les sociétés de gestion adoptent une pédagogie plus importante avec les clients en termes d'ESG à plus long terme. Un autre aspect est l'intégration de critères ESG dans la rémunération des gérants afin de les inciter à mettre en place ces critères. De plus, 85% des répondants soulignent un besoin croissant de compétences multi-disciplinaires. En effet, pour ce type d'investissements, une pluridisciplinarité est demandée au même collaborateur. De plus, une plus grande transversalité est développée au sein des organisations entre les différents services: la gestion d'actifs dits « traditionnels », le « non coté », les ressources humaines, les ventes, le marketing et bien sûr l'IT. On assiste donc à la mise en place d'une gouvernance centrée autour des données ISR.

En ce sens, Groupama Asset Management a développé une approche intéressante. En tant que pionnier du secteur, le groupe s'assure depuis de nombreuses années d'une réelle intégration des données financières et extra-financières, gérées par une équipe multidisciplinaire. La stratégie actuelle du groupe repose sur la diffusion des compétences ESG à tous les niveaux de l'entreprise et sur l'adaptation de son offre ESG.



Le récent déploiement de SimCorp Dimension permet aux gérants d'avoir accès à l'ensemble des informations ESG directement dans leurs outils de gestion. C'est une étape nécessaire pour formaliser la prise en compte des critères ESG dans nos décisions d'investissements

AURÉLIE DE BAROCHEZ
Responsable Intégration ESG, Groupama Asset Management

A PROPOS DE SIMCORP

SimCorp fournit des solutions logicielles intégrées et des services d'expertise métier aux plus importants gestionnaires d'actifs, administrateurs de fonds, fonds de pension, assureurs, gestionnaires de fortune et fonds souverains à travers le monde. Sa solution SimCorp Dimension, déployée sur site ou en version Cloud, permet de couvrir toute la chaîne d'investissements et tous les instruments, depuis son module clé IBOR. SimCorp investit plus de 20% de ses revenus annuels en R&D, aidant ainsi ses clients à développer leurs activités et à pourvoir à toutes les demandes de l'industrie. Cotée au Nasdaq OMX, SimCorp est une entreprise internationale, dont les bureaux régionaux couvrent toute l'Europe, l'Amérique du nord et l'Asie Pacifique.

Pour obtenir plus d'informations, consultez le site www.simcorp.com

ONE SYSTEM FOR A COMPLEX WORLD



LEGAL NOTICE

The contents of this publication are for general information and illustrative purposes only and are used at the reader's own risk. SimCorp uses all reasonable endeavors to ensure the accuracy of the information. However, SimCorp does not guarantee or warrant the accuracy, completeness, factual correctness, or reliability of any information in this publication and does not accept liability for errors, omissions, inaccuracies, or typographical errors. The views and opinions expressed in this publication are not necessarily those of SimCorp. © 2019 SimCorp A/S. All rights reserved. Without limiting rights under copyright, no part of this document

may be reproduced, stored in, or introduced into a retrieval system, or transmitted in any form, by any means (electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise), or for any purpose without the express written permission of SimCorp A/S. SimCorp, the SimCorp logo, SimCorp Dimension, and SimCorp Services are either registered trademarks or trademarks of SimCorp A/S in Denmark and/or other countries. Refer to www.simcorp.com/trademarks for a full list of SimCorp A/S trademarks. Other trademarks referred to in this document are the property of their respective owners.